



13/02/2008



FUSION DGI/DGCP !

Demain se dessine aujourd'hui

Cela va bientôt faire un an que la Fusion DGI / DGCP a été annoncée par l'actuel Président de la République. Depuis, toute l'Administration s'est mobilisée pour faire avancer ce dossier. Après une première tentative avortée au mois de novembre de lancer les « discussions » avec les Fédérations des Finances, c'est au courant du mois de janvier que 7 réunions ont eu lieu pour débattre des conditions de mise en œuvre de cette réforme historique et emblématique de la réforme de l'Etat, désormais appelée Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Ces rencontres ont permis au SNUI et à SUD Trésor de rappeler leur opposition à cette réforme et d'exposer clairement les revendications des agents dans tous les domaines qui les concernent dans leur vie professionnelle quotidienne.

Le SNUI et SUD Trésor ont, à l'occasion de chacune de ces réunions, rendu compte aux agents de la teneur des débats.

Tout va maintenant aller très vite. Les textes officialisant la fusion des deux administrations seront publiés dans les tous prochains jours. La nouvelle Direction Centrale, baptisée Direction Générale des Finances Publiques, sera mise en place en avril 2008. Pour les Directions locales et donc tous les services, le top départ sera donné le 1er janvier 2009, mais d'ici quelques semaines plusieurs « préfigurations » de SIP vont s'engager.

C'est donc aujourd'hui, alors même que le Ministère reste tout de même assez discret et flou que se dessine notre avenir.

Le 11 février le Ministre M. Woerth a fait part de ses premières orientations et, bien calé dans son calendrier, s'est bien abstenu d'apporter des réponses positives aux revendications essentielles exprimées.

Il faut faire comprendre au Ministre que la Fusion envisagée ne se fait pas qu'avec des textes mais avec les 130 000 agents de la DGI et de la DGCP. Le SNUI et SUD Trésor appellent tous les agents à se mobiliser dès maintenant dans l'unité pour exiger un arrêt des suppressions d'emplois, leit motiv mal dissimulé de la fusion, un règlement du contentieux en matière de reconnaissance financière (qualifications, promotions, ACF, IMT), une autre approche de leurs conditions de vie au travail (organisation des structures, encadrement, formation) ainsi qu'une amélioration des règles de gestion sur la base des acquis dans les deux administrations.

Il faut solder le passif et peser sur notre avenir

M. Woerth doit négocier !



Il faut donc se mobiliser maintenant pour exiger :

■ **Le gel des suppressions d'emplois**

Pour le SNUI et SUD Trésor les 11 000 suppressions de 2003 à 2009 ne sont justifiées que par l'idéologie libérale et la logique purement comptable. Elles dégradent fortement les conditions de vie au travail et la qualité du service public, l'accomplissement des missions et menacent le maillage territorial.

Sur ce point, le Ministre se contente de prendre acte du désaccord avec les organisations syndicales et poursuit les suppressions malgré l'ampleur du chantier qui s'annonce

■ **La reconnaissance des qualifications**

Pour solder le passif et préparer l'avenir en amont, l'administration doit revoir ses propositions de fond en comble. Face à une réforme historique, il faut un plan de qualifications historique qui tienne également compte de l'évolution des technicités provoquée par les réorganisations récentes et répétées. Les revendications des agents, portées par le SNUI et SUD Trésor, sont bien connues de Bercy, le ministre doit les mettre en œuvre.

Les premières propositions sont largement insuffisantes pour débloquer les déroulements de carrière et reconnaître la technicité des agents. La volonté du Ministre de mettre en place un examen professionnel pour l'accès à la catégorie A doit être concrétisée très rapidement (ce n'est que le 4ème Ministre qui le promet ...). Le volume des transformations d'emplois (4500 transformations de C en B et 1500 de B en A étalées sur 3 ans) n'est pas à la hauteur des attentes des agents pour permettre notamment (mais pas seulement) des promotions de fin de carrière vers la catégorie supérieure.

■ **L'harmonisation des régimes indemnitaires**

Ce n'est pas avec la promesse d'une harmonisation aléatoire qu'on peut « avaler la fusion ». Le SNUI et SUD Trésor exigent une harmonisation automatique vers le haut et immédiate.

Le Ministre, qui revendique la copaternité de la Fusion avec le Président de la République commence, semble-t-il, à en mesurer le coût et de ce fait n'envisage la simple harmonisation qu'en l'étalant sur 4 ans. Un comble !

■ **La revalorisation des régimes indemnitaires**

Les réformes s'empilent mais la technicité des agents n'est toujours pas reconnue financièrement. La prime versée (350 euros) ponctuellement (même deux fois) ne répond en rien, aux attentes. Le SNUI et SUD Trésor exigent des mesures pérennes et comptant pour la retraite : doublement de l'IMT, 6 points d'ACF.

Le Ministre a un budget (la preuve, les 45 millions d'euros pour chacune des années 2008 et 2009) mais il ignore notre revendication essentielle de doublement de l'IMT (+ 60 euros mensuellement).

■ **Une réelle amélioration des conditions de vie au travail**

Dans tous les services de la DGI et de la DGCP, plus les plateaux, les marguerites et la polyvalence se propagent, et plus les conditions de vie au travail se dégradent. Pour le SNUI et SUD Trésor, il faut corriger les erreurs commises et remplacer la précipitation des réformes par la négociation sur l'organisation du travail, les moyens alloués et sur l'arrêt de la dictature des indicateurs.

Le Ministre parle enfin des conditions de travail. Mais au-delà des mots, il faudra des actes concrets et très rapidement, c'est-à-dire dès les préfigurations qui vont débiter incessamment.

■ **Des règles de gestion acceptables**

Les filières de gestion « fiscalité » et « gestion publique » doivent être une garantie forte et durable pour les agents des deux administrations. Chacun son histoire mais un même combat pour enrayer la spirale de la déréglementation et préserver les acquis !

Le Ministre maintient sa volonté de déconcentrer encore plus les décisions de gestion et d'opposer la nécessité de service aux droits des agents. C'est encore et toujours une logique de défiance, de restriction et d'exclusion qu'il faut combattre.

**TOUTES ET TOUS, AGENTS DES IMPÔTS ET DU TRÉSOR,
RÉUNISSONS-NOUS POUR PRÉPARER
L'ACTION DE GRÈVE À LA MI-MARS
À LAQUELLE LE SNUI ET SUD TRÉSOR APPELLENT**